



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**

Bureau des Procédures Environnementales

N° 2009-671 - bis

Arrêté de levée de mise en demeure  
Sablières de la Meurthe  
à Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L 511-1 et L. 514-1 ;

Vu l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1997-605 du 19 janvier 1998 autorisant la Société Sablières de la Meurthe à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, complété par l'arrêté préfectoral n° 2004-608 du 30 septembre 2004 autorisant l'exploitation d'une installation de premier traitement des matériaux sur le même site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-671 en date 16 octobre 2009 mettant en demeure la société Sablières de la Meurthe de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions du dernier alinéa de l'article 7-5 de l'arrêté préfectoral n° 1997-605 précité ;

Considérant que la société Sablières de la Meurthe a déposé en préfecture le 13 janvier 2010 le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines et que la production de ce rapport répond à la mise en demeure visée précédemment ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ( DREAL) en date du 20 janvier 2010 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** - . Levée de la mise en demeure

La mise en demeure prise par arrêté n° 2009-671 en date du 16 octobre 2009 à l'encontre de la société Sablières de la Meurthe est levée.

**ARTICLE 2** -.M. le secrétaire général de la préfecture et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la société Sablières de la Meurthe.

et dont une copie sera adressée à :

M. l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le 04 FEV. 2010  
Le préfet,

Pour la Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE